



DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil communautaire du 14 avril 2015 (3^{ème} séance)

Délibération n° COM 2015-04-03/30

OBJET : Reddition des comptes 2014 par la SEMSAMAR pour l'opération «Etude et réalisation STEP de Petit-Canal»

L'an deux mille quinze, le quatorze avril 2015 à 18h48, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande Terre dûment convoqué, s'est réuni à la Mairie d'Anse-Bertrand sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

NOMBRE DE MEMBRES DU CONSEIL : Trente-six (36)

CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES PRESENTS : Vingt-trois (23)

M. ANZALA Jean, M. ARTHEIN Victor, M.ATAM-KASSIGADOU Moise, M. BARDAIL Jean, M. BERNARD Jean-Luc, Mme CARDOVILLE Roselyne, M. DARTRON Jean, M. DELTA Edouard, M. DONA-ERIE Alfred, M. FRANCFORT Philipson, M. HERMIN Georges, Mme JASMIN Victoire, Mme LAUG Caroll, Mme LORMEL épse ARPHEXAD Marcienne, Mme LOUIS- CARABIN Gabrielle, Mme MANETTE Sandra, M. MANICOM Grégory, Mme MEKEL Alexina, M. MORNAL Blaise, Mme REINE épse RAMPATH Sheila, M. ROUX Harry, Mme SERMANSON Sylvia, M. SIOUMANDAN Rénalt

CONSEILLERS ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : Sept (7)

Mme ALPHONSE épse TANCONS Louisiane à M. BERNARD Jean-Luc
Mme ARMOUGON Betty à M. ROUX Harry
M. CORNEILLE Denis à Mme LAUG Caroll
Mme GUILLAUME Stella à Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle
M. HILL Joseph à M. ANZALA Jean
Mme MAMERT-LISTOIR Sabine à M. MORNAL Blaise
Mme OUJAGIR Nadia à M. ARTHEIN Victor

CONSEILERS EXCUSES : Deux (2)

M. LOMBION Jean-Claude, M. PORLON Pierre

CONSEILLERS ABSENTS : Quatre (4)

M. DULAC Daniel, M. HUBERT Jean-Marie, M. MITTEL Florent, Mme MOUNSAMY Fritz,

A été élue secrétaire de séance : M. ARPHEXAD Marcienne

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013, portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014/217/ SG/DICTAJ/BRA du 17 septembre 2014, portant dissolution de droit du Syndicat Mixte du Nord Grande Terre (SMNGT) ;

Vu les statuts de la CANGT ;

Vu la convention de mandat du 30 juin 2009 qui a confié à la SEMSAMAR, l' « étude et la réalisation de la STEP de Petit-Canal » ;

Considérant l'état d'avancement de l'opération « STEP de Petit-Canal ».

Considérant que la CANGT est substituée au SMNGT.

Considérant que les dépenses à engager et restant à engager doivent être présentées à chaque fin d'année.

Considérant que sur une courte période la SEMSAMAR peut assurer le préfinancement des dépenses d'investissements.

Considérant que le préfinancement doit faire l'objet d'une demande formelle de la CANGT.

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente,
Après en avoir délibéré et voté comme suit :

Pour : 29	Contre : 0	Abstention : 1 <i>Mme MEKEL Alexina</i>
------------------	-------------------	---

DECIDE

ARTICLE 1 : De valider la reddition des comptes de l'opération « STEP de Petit-Canal » pour l'année 2014 comme suit :

- **170 993 € TTC en dépenses, dont 63 312 € TTC réalisées en cumulé au 31/12/2014.**

ARTICLE 2 : D'autoriser la Présidente à demander la mise en place d'un préfinancement si besoin est, et d'autoriser la Présidente si le cas se présente, à signer tous les documents y afférents.

ARTICLE 3 : D'imputer les dépenses correspondantes au budget annexe « Assainissement ».

ARTICLE 4 : La Présidente de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre et le Directeur Général de la Communauté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.
POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,



La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Basse-Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.